

REPORTING



Rapport annuel
2003-2004

Commission de
développement
économique des
Premières Nations du
Québec et du Labrador

Éditeur original
Commission de développement économique des
Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL)

Traduction
Traduction Aline Chéné

Infographie
Siamois graphisme

Impression
Lithochic

Pour plus d'information

CDEPNQL
250, Place Michel-Laveau, bureau 202
Wendake (Québec) GoA 4Vo
Téléphone : (418) 843-1488
Télécopieur : (418) 843-6672

Reproduction par quelque procédé que ce soit et traduction,
même partielle, interdites sans l'autorisation écrite de la
Commission de développement économique des Premières
Nations du Québec et du Labrador.

© Commission de développement économique des
Premières Nations du Québec et du Labrador

Table des matières

MOT DU PRÉSIDENT.....	2
MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	3
RAPPORT D'ACTIVITÉS 2003-2004	4
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	8
LES EMPLOYÉS DE LA CDEPNQL	8
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS.....	9
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats.....	10
Évolution des surplus.....	11
Bilan	12
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS.....	13
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS SUR LES RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	15
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Sommaire des résultats sectoriels	16
Résultats sectoriels -	17
Financement de base - 2702.....	17
Colloque - 2813	18
Formation - 2672	19
Table de concertation	20
Matériel d'information et promotionnel.....	20
Sommet national	21
Conseillère en développement économique.....	21
Programme de développement économique communautaire - 2707.....	22
Programme de formation - conseil d'administration - 2650.....	22
Projet Info entrepreneur - 2707	23

Mot du président

Une nouvelle étape est amorcée pour tous les agents et les représentants du développement économique communautaire membres de la Commission de développement économique du Québec et du Labrador (CDEPNQL).

Au cours de la dernière année, nous avons franchi, tous ensemble, des obstacles particuliers qui nous ont permis de nous distinguer en tant que regroupement, représentant les intérêts du développement économique communautaire. Nos efforts de consolidation ont permis de voir naître de nouveaux partenariats entre différentes collectivités et de s'assurer que nos besoins soient entendus par les intervenants de plusieurs milieux, que ce soit à l'échelle locale, dans nos régions respectives et même à l'échelle nationale avec l'évaluation du Programme de développement économique communautaire (PDEC).

Enfin, l'économie des Premières Nations prend son envol. Nos assises au sein de nos collectivités sont de plus en plus solides. Les nombreuses histoires de réussite publiées dans notre bulletin trimestriel « *Nikan* – La voie des ODEC », de même que dans différents médias en témoignent. La participation aux formations, l'obtention de services de recherche adaptés à nos besoins, un soutien direct auprès de nos collectivités offerts par notre organisme régional, la CDEPNQL, contribuent à l'amélioration de notre service à la clientèle, à nos possibilités de création de partenariats et au développement de l'esprit entrepreneurial des membres des nations autochtones et inuites du Québec et du Labrador.



En tant que président de la CDEPNQL et directeur de la Société de développement économique de Betsiamites, je souhaite remercier spécialement le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada et Développement économique Canada qui croient toujours en notre potentiel de réussite. Ils voient sans doute, en la CDEPNQL, un organisme qui nous permettra d'améliorer les conditions de vie de nos collectivités, et ce, dans le respect de nos valeurs culturelles et socio-économiques.

Nous devons toutefois poursuivre les efforts entamés et s'assurer de partager avec nos pairs nos expériences en développement économique. Nous souhaitons tous un meilleur avenir pour les jeunes et les familles de nos collectivités et c'est en échangeant que nous arriverons à nous positionner stratégiquement dans les marchés régional, national et éventuellement mondial. Car, il faut avouer, avec l'arrivée des nouvelles technologies de l'information qui améliorent considérablement la vitesse de nos échanges, nous voyons poindre un nouvel horizon de développement pour nos collectivités et nous devons nous assurer que nous sommes réellement prêts à y faire face.

Pour terminer, j'aimerais souligner à quel point je suis heureux d'avoir l'opportunité de vous représenter à de maintes occasions. Je tiens à vous remercier, ainsi que le conseil d'administration et toute l'équipe de travail au bureau de direction qui déploie des efforts continuels pour améliorer la qualité des services de notre organisme régional!

Je sais nos nations fortes, ayant su survivre aux influences des mondes extérieurs. Aujourd'hui, nous avons toujours une place importante dans la société et c'est ce que je tente de démontrer à l'ensemble de nos partenaires et collaborateurs. Je vous invite donc à prendre cette place qui nous revient au sein de notre organisme régional, dans le respect d'un développement économique autonome et fidèle à nos cultures!

Tshinashkumitnu!
Merci à tous!

Normand Bacon
Président

Mot du directeur général

Le travail effectué au cours des derniers mois a enfin porté ses fruits puisque l'année 2003-2004 en est une de reconnaissance de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL). Des efforts constants sont par ailleurs déployés dans la recherche de son financement de base afin d'assurer un meilleur soutien à ses membres et de permettre la continuité et l'amélioration des diverses activités qu'elle a jusqu'à maintenant développées.

Parmi ces activités, la mise en œuvre du plan de formation des agents et des représentants du développement économique communautaire a permis à la CDEPNQL d'entretenir des liens plus étroits et des échanges permanents avec ses membres. Puis, dans le cadre d'un projet-pilote, notre conseillère en développement économique s'est déplacée dans plusieurs collectivités afin de positionner stratégiquement la CDEPNQL auprès des agents et des représentants du développement économique communautaire (ODEC) et de tracer un portrait de leur situation économique. L'élaboration d'un plan d'action pour la création de la Table de concertation en développement socio-économique et en entrepreneurship des Premiers Peuples a aussi contribué à la crédibilité de la CDEPNQL auprès des principaux bailleurs de fonds et divers partenaires.

En ce sens, notons plus particulièrement Développement économique Canada (DEC) et le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC), précieux collaborateurs et partenaires gravitant dans le milieu du développement économique régional. C'est par contre grâce à l'appui indéniable du MAINC, qui traite le dossier du financement de la CDEPNQL de façon prioritaire, que l'image et la reconnaissance de notre organisme s'étendent maintenant parmi toutes les nations autochtones et inuites du Québec et du Labrador.

Avec l'embauche de deux nouvelles personnes-ressources indispensables aux opérations et aux activités de la CDEPNQL, le retard occasionné par la lenteur du démarrage est maintenant chose du passé. Nous comptons à présent sur une équipe dynamique qui nous permettra de nous orienter vers l'application et le suivi de projets qui auront des impacts directs sur l'amélioration de la situation socio-économique des Premiers Peuples.

Malgré nos nombreuses avancées, nous devons tout de même réaffirmer ce sentiment d'appartenance et transmettre un message clair dans le milieu du développement économique régional : la CDEPNQL est, sans contredit, un organisme essentiel au développement économique des collectivités des Premières Nations et a reçu à maintes reprises l'aval des Chefs.

C'est donc avec plaisir que je vous présente les résultats de l'année 2003-2004 dans ce rapport. Un rapport qui témoigne des efforts déployés par l'ensemble des acteurs du développement économique communautaire et de l'équipe de la CDEPNQL.

Jiawen!
Merci à tous!



Pierre Bastien
Directeur général



Rapport d'activités

2003-2004

4

Les activités de l'année 2003-2004 correspondent plus précisément au plan stratégique de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL) que l'année précédente; une réalité témoignant d'une plus grande stabilité de la structure mise en place par l'équipe. Vous remarquerez ainsi dans le présent rapport une quantité notable d'activités dans les différents secteurs de services offerts et développés par la CDEPNQL.

d'une conseillère en développement économique, tel que prévu dans le plan stratégique, et une commis comptable. Cette dernière est venue exercer une tâche administrative qui n'était pas planifiée dans le plan stratégique, mais combien nécessaire vu le nombre croissant de projets à gérer à la CDEPNQL.

1. Gestion administrative

Les outils administratifs développés l'an dernier sont encore effectifs et la structure est pratiquement complétée, permettant ainsi à la CDEPNQL de voir à la création de nouveaux services et d'assumer sa pleine indépendance. Pour répondre aux demandes grandissantes de recherche et de soutien résultant des services instaurés, trois employés ont été embauchés, dont une étudiante, à l'été 2003. La CDEPNQL a ainsi procédé à l'embauche

2. Activités de formation

La mise en place d'une formation correspondant aux besoins des agents et des représentants du développement économique communautaire (ODEC) a permis à la CDEPNQL de mieux connaître les besoins actuels des ODEC et de créer une dynamique d'interaction. Ainsi, ils ont pu améliorer leurs compétences sur le terrain auprès de leurs différentes clientèles.

La CDEPNQL a travaillé à la formation, avec l'aide des professionnels de l'École nationale d'administration publique (ENAP), pour présenter aux ODEC des sessions offrant des unités d'éducation continue reconnues par le ministère de l'Éducation du Québec. La première formation s'intitulait « Veille stratégique et analyse de son environnement », la seconde « Gestion des interfaces et communication avec l'environnement », la troisième « Partenariat : de l'émergence à la mise en œuvre » et la quatrième « La négociation ».

Le conseil d'administration a bénéficié également d'un projet de formation visant à les familiariser avec un processus efficace de résolution de problèmes et de prise de décision en groupe. Les formations ont toutes été offertes en anglais et en français, tel que demandé par les ODEC, et même en région, à Val-d'Or. Une expérience qui sera sans doute renouvelée dans d'autres villes en région.

Cette dynamique, mise en place par la CDEPNQL, encourage également les employés à mettre à jour leurs connaissances. Ils ont ainsi eu l'opportunité de suivre des formations, selon leurs besoins, en anglais, sur la gestion des bases de données, sur la rédaction de rapports et de procès verbaux, etc. Une expérience qui permet aux employés d'accroître leur rendement et d'augmenter leur capacité à accomplir leurs tâches.

3. Information et communication

Afin de garder informés les ODEC sur les divers dossiers de développement économique, de financement ou tout autre sujet d'intérêt, la CDEPNQL a instauré un mécanisme de réseautage significatif par courriel. En plus de lui permettre d'obtenir des informations variées sur divers programmes, la CDEPNQL est devenue une plaque tournante de l'information en diffusant aux collectivités branchées, sur le réseau Web, une quantité importante de renseignements ciblés pour sa clientèle.

Un site Web a été implanté ainsi qu'un forum, à présent en anglais et en français, facile à utiliser, afin d'améliorer le réseautage entre les ODEC du Québec et du Labrador. Ce site Web permet à l'organisme de présenter une vitrine internationale. Par exemple, du 10 au 31 mars 2004, le site Web a eu un total de 4920 requêtes, dont 81 % proviennent du Canada, 4 % des États-Unis et 11 % d'ailleurs dans le monde. C'est 780 pages du site Web qui ont été visitées durant cette période.

Malgré les avancées réalisées dans le domaine d'Internet, certaines collectivités n'ont pas une connexion haute vitesse et les documents peuvent prendre un certain temps à se télécharger. Consciente de cela, la CDEPNQL fait parvenir des documents d'information sur les programmes et services par télécopieur ou par la poste.

C'est d'ailleurs par la poste que les bulletins d'information de la CDEPNQL sont rendus disponibles aux ODEC, aux conseils de bande, aux organismes autochtones et à certains bailleurs de fonds, sans compter la distribution par courriel à plusieurs organismes. Son contenu est en constante évolution depuis 2002 et respecte l'image développée par le conseil d'administration.

Aussi, en janvier 2004, la CDEPNQL a amorcé une démarche afin de s'ouvrir à la publicité et ainsi assurer certains revenus pour sa publication et son site Web. Il est envisageable d'explorer d'autres voies pour améliorer le tirage et le développement du bulletin, mais également pour divers outils de communication. Des documents tels qu'une revue de presse, une politique et un plan de communication sont en cours de réalisation à la CDEPNQL.

4. Relations publiques et représentativité

Les principaux objectifs de la CDEPNQL sont d'accroître la notoriété des ODEC et de faire connaître les résultats atteints par les ODEC et les collectivités en développement socio-économique. Branchée sur son milieu, la CDEPNQL a pu participer à diverses activités de réseautage pour livrer son message.

4.1 Animation d'ateliers :

- *Mai 2003*, Congrès annuel de l'Association des centres locaux de développement du Québec (ACLDQ) ;
- *Octobre 2003*, *Ka Shutshenimitshish* : Formation sur le Leadership du Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador (CJPNQL) ;
- *Février 2004*, Colloque annuel de la Fondation de l'entrepreneurship : Urgence entrepreneurship - Une responsabilité partagée!
- *Mars 2004*, Conférence nationale du développement économique et régional de la Fondation québécoise de développement économique régional (FQDER).

4.2 Représentations :

- Assemblée des Chefs des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) ;
- *Décembre 2003*, Rassemblement national sur les cultures et le tourisme autochtones par Patrimoine Canada ;
- *Février 2004*, Premier Rassemblement technologique des Premières Nations du Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN) ;
- Cycle d'ateliers régionaux sur l'avenir économique des Autochtones par Recherches amérindiennes du Québec.

4.3 Représentations lors de rencontres ciblées :

- *Septembre 2003*, Présentation aux coordonnateurs aux affaires autochtones du Secrétariat aux affaires autochtones ;
- *Novembre 2003*, Présentation à la Table interministérielle fédérale ;
- *Novembre 2003*, Présentation au ministre d'Industrie Canada, monsieur Allan Rock ;
- *Décembre 2003*, Rencontre de sensibilisation pour la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) ;
- *Février 2004*, Table de travail de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

5. Soutien aux ODEC

Les recherches pour offrir un soutien ont finalement débuté avec l'embauche de la conseillère en développement économique. Jusqu'à maintenant, divers travaux de soutien auprès des collectivités innues, mi'gmaq, atikamekw et huronne ont été réalisés. Pour n'en nommer que quelques-unes, il y a la gestion des parcs industriels, l'implantation de stations services et les placements publicitaires en milieu autochtone et non autochtone. Grâce aux visites accomplies par la conseillère dans le cadre d'un projet-pilote, amorcé en janvier 2004, il est possible d'affirmer qu'il y aura, sans aucun doute, une recrudescence du soutien sollicité par les ODEC. D'ailleurs, de l'aide a été offerte aux entrepreneurs de certaines collectivités lors des rencontres avec les ODEC.

Aussi, pour accomplir ce mandat la CDEPNQL a développé un partenariat avec « Info entreprises », un service public soutenu par Développement économique Canada. Ce partenariat concerne spécifiquement le service nommé « Réseau de services aux entreprises autochtones » (RSEA), destiné aux entreprises, aux promoteurs et aux collectivités autochtones et inuites. Afin de maintenir le RSEA, la CDEPNQL a effectué une recherche sur le terrain pour connaître les habitudes d'utilisation du service par les ODEC et les entrepreneurs. Ce partenariat et cette recherche lui ont permis, notamment, de rencontrer les ODEC et les collectivités. Selon leur participation, il sera possible d'implanter les services offerts par le site Web et les services téléphoniques du RSEA, afin d'améliorer les capacités de prise en charge des collectivités.

6. Recherche et développement

La CDEPNQL doit répondre aux mandats de recherche et de développement assignés par l'Assemblée des Chefs des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), tel que prévu dans le plan stratégique. C'est à la demande du Chef régional de l'APNQL, monsieur Ghislain Picard, que la CDEPNQL a vu à la mise en place d'une Table de concertation en développement socio-économique et en entrepreneurship des Premiers Peuples. Cette activité de développement tente de pallier le manque de communication et de concertation entre divers organismes de développement économique autochtones et inuits.

Deux rencontres exploratoires ont été tenues avec une douzaine d'invités identifiés selon différents secteurs d'activités, soit le milieu financier, les femmes, les jeunes, le développement économique communautaire, la fiscalité, les ressources humaines, etc. Lors de ces rencontres, des termes de référence et un plan d'action pour le fonctionnement de la Table ont été rédigés. Le plan d'action a été remis à monsieur Ghislain Picard et à Développement économique Canada, partenaire principal de l'activité de création de cette Table.

En plus, la CDEPNQL a réalisé un premier mandat de recherche pour les ODEC du Québec et du Labrador. Elle a ainsi dû participer à la consultation du Programme de développement économique communautaire (PDEC), destiné aux ODEC et créé par le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC). Deux rencontres consultatives ont été tenues par la CDEPNQL avec des agents et des représentants du développement économique, de l'Administration régionale Kativik, de Femmes autochtones du Québec et du MAINC.

À la suite de ces rencontres, un comité de travail a été mis en place afin d'élaborer une ébauche de planification stratégique régionale du PDEC. Cette ébauche a été envoyée aux ODEC et acheminée au MAINC, à Ottawa. Elle servira à créer la planification stratégique nationale de l'application de ce programme destiné à la nouvelle structure de financement des ODEC.

Le conseil d'administration de la CDEPNQL

8

Les collectivités et les organismes du développement économique communautaire des Premières Nations et des Inuit du Québec et du Labrador peuvent être membres de la CDEPNQL et obtenir un siège à l'assemblée générale. Les agents et les représentants du développement économique communautaire (ODEC), en assemblée générale, se nomment un conseil d'administration composé d'un représentant par nation : abénaquise, innue, algonquaine, huronne-wendat, crie, atikamekw, inuite, malécite, mi'gmaq, mohawk et naskapie.

Le conseil d'administration indique les priorités au bureau de direction de la CDEPNQL, qui assure leur application. Il se dote également d'un conseil exécutif, soit le président, le vice-président et le secrétaire-trésorier, qui voit au suivi efficace des mandats.

Membres du conseil d'administration

Nom	Titre	Nation
Normand Bacon	Président	Innue
Alfred Loon	Vice-président	Crie
Major Kistabish	Secrétaire-trésorier	Algonquaine
Réjean Gros-Louis	Membre	Huronne-wendat
Pierre Nicolas	Membre	Malécite
Claire O'Bomsawin	Membre	Abénaquise
Christian Awashish	Membre	Atikamekw
Coco Calderhead	Membre	Naskapie

Les employés de la CDEPNQL



Caroline Nepton-Hotte, agente d'information
Julie Picard, conseillère en développement économique
Pierre Bastien, directeur général
Lorraine Rhéaume, secrétaire administrative
Sylvie Sioui, commis comptable

Rapport des vérificateurs

Aux membres de
Commission de développement économique des
Premières Nations du Québec et du Labrador

Nous avons vérifié le bilan de Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador au 31 mars 2004 et les états des résultats et de l'évolution des surplus pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire aux règles comptables décrites dans le Manuel de clôture d'exercice du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2004, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites à la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis pour n'être utilisés que par les administrateurs et les membres de la Commission ainsi que par le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.



Serge Sogler

COMPTABLES AGRÉÉS

Résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2004 \$	2003 \$
PRODUITS		
Affaires indiennes et du Nord Canada	233 173	266 495
Entreprise autochtone Canada	-	24 730
Développement économique Canada	74 991	71 823
Secrétariat aux affaires autochtones	35 057	45 000
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	-	6 422
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec	53 426	50 000
Commission locale de la Première Nation Huronne-Wendat	7 355	-
Inscriptions	5 100	5 145
Location de kiosques	-	1 575
Commandites	-	4 500
Intérêts	2 221	-
Autres	9 828	-
	421 151	475 690
Produits reportés au début	137 329	-
	558 480	475 690
Produits reportés à la fin	118 831	137 329
	439 649	338 361
CHARGES		
Financement de base	238 201	209 972
Colloque	-	65 034
Formation	111 545	32 539
Table de concertation	18 750	214
Matériel d'information et promotionnel	-	12 995
Sommet National	-	5 000
Conseillère en développement économique	24 509	45
Programme de développement économique communautaire	6 892	-
Programme de formation - Conseil d'administration	8 468	-
Projet Info entrepreneur	17 569	-
	425 934	325 799
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	13 715	12 562

Évolution des surplus pour l'exercice terminé le 31 mars 2004


	2004			2003
	Investi en immobilisations corporelles	Non affecté	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
SOLDES AU DÉBUT	22 778	12 562	35 340	-
Excédent des produits sur les charges	-	13 715	13 715	12 562
Immobilisations corporelles -				
Investissement	38 663	-	38 663	25 666
Amortissement	(8 203)	-	(8 203)	(2 888)
SOLDES À LA FIN	53 238	26 277	79 515	35 340

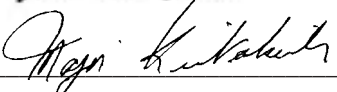
Bilan
au 31 mars 2004

12

	2004 \$	2003 \$
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Placement temporaire, taux de base, échéant en juillet 2004	100 000	-
Contributions à recevoir -		
Affaires indiennes et du Nord Canada	44 173	31 000
Autres	91 325	45 110
Comptes débiteurs	1 519	-
Avances - Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	-	98 849
	237 017	174 959
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 3)	53 238	22 778
	290 255	197 737
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Excédent des chèques tirés sur le solde bancaire	22 796	-
Comptes fournisseurs et autres créditeurs	19 113	25 068
Produits reportés (note 4)	118 831	137 329
	160 740	162 397
AVANCE DU SECRÉTARIAT DE L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR, 2 % sans modalités de remboursement	50 000	-
	210 740	162 397
AVOIR		
SURPLUS INVESTI EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 238	22 778
SURPLUS NON AFFECTÉ	26 277	12 562
	79 515	35 340
	290 255	197 737

SIGNÉ AU NOM DU CONSEIL


_____, administrateur


_____, administrateur

Notes afférentes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Commission est constituée par l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et a comme mission de promouvoir, soutenir et défendre les représentants du développement économique membres en favorisant la circulation de l'information, la concertation et le soutien aux intervenants.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers ont été établis selon les règles comptables décrites dans le Manuel de clôture d'exercice du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada du fait que les acquisitions et dispositions d'immobilisations corporelles de l'exercice sont imputées aux résultats comme produits et charges et que l'amortissement des immobilisations corporelles est imputé directement en diminution du surplus investi en immobilisations corporelles et n'affecte pas les résultats des opérations.

Les principales conventions comptables utilisées sont les suivantes :

Utilisation d'estimations -

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Comptabilisation des produits -

La Commission applique la méthode du report pour comptabiliser les produits. Les produits affectés sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les produits non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir.

Placements temporaires -

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Immobilisations corporelles et amortissement -

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et l'amortissement est calculé selon les méthodes et les taux suivants :

	Méthodes de l'amortissement	Taux
Améliorations locatives	Linéaire	20 %
Ameublement et équipement de bureau	Dégressif	10 %
Équipement informatique	Dégressif	20 %

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2004		2003
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Améliorations locatives	6 505	651	-
Ameublement et équipement de bureau	40 127	6 258	20 204
Équipement informatique	17 697	4 182	2 574
	64 329	11 091	22 778

4. PRODUITS REPORTÉS

	2004	2003
	\$	\$
Affaires indiennes et du Nord Canada - Programme de développement économique communautaire	5 108	-
Secrétariat aux affaires autochtones - Financement de base	3 220	40 000
Conseillère en développement économique	32 959	-
Développement économique Canada - Formation	-	47 374
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec - Conseillère en développement économique	77 544	49 955
	118 831	137 329

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur du placement temporaire, des contributions à recevoir, des comptes débiteurs, de l'excédent des chèques tirés sur le solde bancaire et des comptes fournisseurs et autres créditeurs correspond approximativement à la valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de l'avance du Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador n'a pas été évaluée.

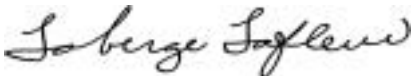
6. FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car cet état financier n'apporterait pas de renseignements supplémentaires pour la compréhension des mouvements de liquidités au cours de l'exercice.

Rapport des vérificateurs sur les renseignements supplémentaires

Aux administrateurs de
Commission de développement économique des
Premières Nations du Québec et du Labrador

Les états financiers vérifiés de Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador et notre rapport sur ceux-ci en date du 18 mai 2004 sont présentés séparément. Les renseignements supplémentaires qui suivent proviennent des registres comptables sur lesquels nous avons effectué des sondages faisant partie des procédés de vérification utilisés au cours de notre vérification des états financiers mentionnés ci-dessus et, à notre avis, ces renseignements sont bien présentés sous tous leurs aspects significatifs par rapport aux états financiers pris comme un tout ; cependant, ces renseignements ne sont pas essentiels pour la présentation de la situation financière et des résultats des opérations de Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador.



COMPTABLES AGRÉÉS

Sommaire des résultats sectoriels pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	Produits	Charges	Excédent
	\$	\$	\$
Financement de base - 2707	259 610	248 600	11 010
Formation - 2672	111 545	111 545	-
Table de concertation	18 750	18 750	-
Conseillère en développement économique	24 509	24 509	-
Programme de développement économique communautaire - 2707	6 892	6 892	-
Programme de formation - Conseil d'administration - 2650	11 173	8 468	2 705
Projet Info entrepreneur - 2707	17 569	17 569	-
	450 048	436 333	13 715
Produits et charges intersectoriels	10 399	10 399	-
	439 649	425 934	13 715

Résultats sectoriels

Financement de base - 2707

pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2004 \$	2003 \$
PRODUITS		
Affaires indiennes et du Nord Canada	200 000	211 495
Secrétariat aux affaires autochtones	-	40 000
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	-	6 422
Commission locale de la Première Nation Huronne-Wendat	7 355	-
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec	3 426	-
Administration intersectorielle - Sommet National	-	1 664
Intérêts	2 221	-
Autres	9 828	-
	222 830	259 581
Produits reportés au début	40 000	-
	262 830	259 581
Produits reportés à la fin	3 220	40 000
	259 610	219 581
CHARGES		
Salaires et charges sociales	127 304	117 843
Loyer	5 000	5 000
Honoraires professionnels et de consultation	5 900	-
Location de salles et d'équipement	780	-
Frais de voyage et d'hébergement	9 853	21 213
Frais de traduction	13 450	9 747
Frais de formation	7 355	686
Télécommunications	6 233	3 647
Site Internet	2 482	1 300
Publicité, promotion et frais d'impression	7 596	1 025
Frais de représentation	907	660
Papeterie et frais de bureau	3 723	3 930
Entretien et réparation	1 650	217
Frais de gestion	-	4 800
Honoraires de vérification	4 500	3 000
Intersectoriel -		
Matériel d'information et promotionnel	-	1 202
Formation	7 517	3 304
Table de concertation	2 276	-
Projet Info entrepreneur	606	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	38 664	25 666
Contribution - Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	-	11 495
Divers	2 804	1 407
	248 600	216 142
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	11 010	3 439

Résultats sectoriels

Colloque - 2813

pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

18

	2004 \$	2003 \$
PRODUITS		
Affaires indiennes et du Nord Canada	-	50 000
Entreprise autochtone Canada	-	12 937
Inscriptions	-	5 145
Commandites	-	4 500
Location de kiosques	-	1 575
	-	74 157
CHARGES		
Salaires et charges sociales	-	4 251
Location de salles et frais d'hébergement	-	15 542
Honoraires professionnels et de consultation	-	3 396
Frais de voyage	-	17 792
Frais de traduction	-	15 546
Télécommunications	-	964
Publicité, promotion et frais d'impression	-	5 552
Papeterie et frais de bureau	-	1 326
Divers	-	665
	-	65 034
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	9 123

Résultats sectoriels

Formation - 2672

pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2 0 0 4 \$	2 0 0 3 \$
PRODUITS		
Affaires indiennes et du Nord Canada	-	5 000
Développement économique Canada	51 554	71 609
Inscriptions	5 100	-
Intersectoriel - Financement de base	7 517	3 304
	64 171	79 913
Produits reportés au début	47 374	-
	111 545	79 913
Produits reportés à la fin	-	47 374
	111 545	32 539
CHARGES		
Salaires et charges sociales	17 333	2 348
Loyer	-	1 000
Location de salles	6 596	1 234
Honoraires professionnels et de consultation	20 922	8 200
Frais de voyage et d'hébergement	55 197	12 292
Frais de traduction	3 296	3 103
Frais de formation	935	914
Télécommunications	312	800
Publicité, promotion et frais d'impression	1 395	595
Papeterie et frais de bureau	5 504	2 053
Divers	55	-
	111 545	32 539
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	-

Résultats sectoriels

Table de concertation

pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2004 \$	2003 \$
PRODUITS		
Développement économique Canada	16 474	214
Intersectoriel - Financement de base	2 276	-
	18 750	214
CHARGES		
Salaires et charges sociales	7 349	-
Honoraires professionnels et de consultation	1 200	-
Frais de voyage et d'hébergement	4 611	214
Frais de traduction	5 590	-
	18 750	214
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	-

Résultats sectoriels

Matériel d'information et promotionnel

pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2004 \$	2003 \$
PRODUITS		
Entreprise autochtone Canada	-	11 793
Intersectoriel - Financement de base	-	1 202
	-	12 995
CHARGES		
Publicité, promotion et frais d'impression	-	12 995
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	-

Résultats sectoriels
Sommet national
pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2004 \$	2003 \$
PRODUITS		
Secrétariat aux affaires autochtones	-	5 000
CHARGES		
Frais de voyage et d'hébergement	-	3 336
Frais d'administration intersectoriels - Financement de base	-	1 664
	-	5 000
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	-

Résultats sectoriels
Conseillère en développement économique
pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2004 \$	2003 \$
PRODUITS		
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec	50 000	50 000
Secrétariat aux affaires autochtones	35 057	-
	85 057	50 000
Produits reportés au début	49 955	-
	135 012	50 000
Produits reportés à la fin	110 503	49 955
	24 509	45
CHARGES		
Salaires et charges sociales	18 658	-
Loyer	1 000	-
Frais de voyage et d'hébergement	3 875	-
Télécommunications	782	-
Frais de traduction	194	45
	24 509	45
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	-

Résultats sectoriels
Programme de développement
économique communautaire - 2707
pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2 0 0 4 \$	2 0 0 3 \$
PRODUITS		
Affaires indiennes et du Nord Canada	12 000	-
Produits reportés à la fin	5 108	-
	6 892	-
CHARGES		
Location de salles et d'équipement	253	-
Honoraires professionnels et de consultation	3 900	-
Frais de voyage et d'hébergement	1 835	-
Frais de traduction	502	-
Divers	402	-
	6 892	-
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	-

Résultats sectoriels
Programme de formation - conseil d'administration - 2650
pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2 0 0 4 \$	2 0 0 3 \$
PRODUITS		
Affaires indiennes et du Nord Canada	11 173	-
CHARGES		
Honoraires professionnels et de consultation	4 700	-
Frais de voyage et d'hébergement	791	-
Frais de traduction	2 904	-
Télécommunications	73	-
	8 468	-
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	2 705	-

Résultats sectoriels

Projet Info entrepreneur- 2707

pour l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2004 \$	2003 \$
PRODUITS		
Affaires indiennes et du Nord Canada	10 000	-
Développement économique Canada	6 963	-
Intersectoriel - Financement de base	606	-
	17 569	-
CHARGES		
Frais de voyage et d'hébergement	6 862	-
Frais de traduction	245	-
Frais de formation	10 000	-
Divers	462	-
	17 569	-
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	-

